

## TRADUCTION

F 90 — 2847

**31 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif flamand  
modifiant l'arrêté royal du 18 mars 1981  
portant fixation du cadre du personnel de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen »**

L'Exécutif flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 96, inséré par la loi du 8 août 1988, et vu l'article 13, § 6;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu le décret du 28 décembre 1967 portant statut de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », notamment les articles 18 et 20;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 1981 portant fixation du cadre du personnel de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », modifié par les arrêtés royaux du 22 juillet 1981 et 16 décembre 1981 et par les arrêtés de l'Exécutif flamand des 19 mai 1982, 14 juillet 1982, 8 décembre 1982, 7 septembre 1983, 28 septembre 1983, 2 mai 1984, 10 juillet 1984, 2 juillet 1986, 17 septembre 1986, 12 novembre 1986, 16 mars 1988, 21 septembre 1988 et 5 janvier 1989;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale auprès de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », émis le 20 novembre 1989;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique, en date du 4 juillet 1990;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, en date du 30 juillet 1990;

Sur la proposition du Ministre communautaire de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 mars 1981 portant fixation du cadre du personnel de la « Belgische Radio en Televisie, Nederlandse Uitzendingen », modifié par les arrêtés royaux du 22 juillet 1981 et 16 décembre 1981 et par les arrêtés de l'Exécutif flamand des 19 mai 1982, 14 juillet 1982, 8 décembre 1982, 7 septembre 1983, 28 septembre 1983, 2 mai 1984, 10 juillet 1984, 2 juillet 1986, 17 septembre 1986, 12 novembre 1986, 16 mars 1988, 21 septembre 1988 et 5 janvier 1989 est modifié comme suit :

Les emplois ci-après sont ajoutés au cadre du personnel :

Personnel culturel :

Régisseur C ou régisseur B ou régisseur A (a) : 91.

**Art. 2.** Le Ministre communautaire de la Culture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 juillet 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,

P. DEWAELE

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F 90 — 2848

**28 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
portant délégation de pouvoirs sur le personnel, les missions, biens, droits et obligations  
transférés de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne à la Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du logement, modifié par le décret du 15 octobre 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juillet 1990 fixant le cadre provisoire d'accueil du personnel transféré de la Société nationale terrienne à la Région wallonne;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juillet 1990 fixant le cadre provisoire d'accueil du personnel transféré de la Société nationale du logement à la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1990 relatif à la dissolution de la Société nationale terrienne et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Société du logement de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1990 transférant des membres du personnel de la Société nationale terrienne à la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1990 relatif à la dissolution de la Société nationale du logement et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Société du logement de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1990 transférant des membres du personnel de la Société nationale du logement à la Région wallonne;

Vu l'arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de la Société régionale wallonne du logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la continuité des missions de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne doit être assurée sans retard;

Considérant que la gestion du personnel transféré dans les cadres provisoires institués à la Région wallonne, ainsi que son encadrement hiérarchique et l'organisation de son activité, doivent assurés sans retard;

Sur proposition du Ministre-Président, chargé de la Fonction publique régionale, du Ministre ayant le Remembrement des biens ruraux dans ses attributions et du Ministre ayant le Logement dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1er. § 1er.** Sans préjudice des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté, les missions, droits et obligations transférés de la Société nationale du logement à la Région wallonne et les missions, droits et obligations transférés de la Société nationale terrienne à la Région wallonne qui ont trait aux activités relatives au logement, sont exercés par la Société régionale wallonne du logement.

§ 2. Sans préjudice des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté, les missions, droits et obligations transférés de la Société nationale terrienne à la Région wallonne qui ont trait aux activités relatives au remembrement des biens ruraux, sont exercés par le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 2.** La gestion administrative du personnel de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne, affecté sur les cadres provisoires créés par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990, est assurée par le Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1988 relatif aux délégations en matière de personnel.

**Art. 3.** Le personnel transféré de la Société nationale du logement est affecté à l'exercice des missions issues du même organisme. L'autorité hiérarchique fonctionnelle sur le personnel exerçant ces missions est assurée par le conseil d'administration de la Société régionale wallonne du logement et son directeur général, conformément aux articles 21 à 25 de l'arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de la Société régionale wallonne du logement.

**Art. 4. § 1er.** Les missions qui étaient propres à la Société nationale terrienne et qui ont trait aux activités relatives au logement, sont assurées par le personnel de la Société nationale terrienne transféré à la Région wallonne.

L'autorité hiérarchique fonctionnelle sur le personnel exerçant ces missions est assurée par le conseil d'administration de la Société régionale wallonne du logement, conformément aux articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de ladite société.

Pour ces missions, les compétences dévolues au directeur général par les articles 23 à 25 du même arrêté sont exercées par le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne.

§ 2. Les missions qui étaient propres à la Société nationale terrienne et qui ont trait aux activités relatives au remembrement des biens ruraux, sont assurées par le personnel de la Société nationale terrienne transféré à la Région wallonne.

L'autorité hiérarchique fonctionnelle sur le personnel exerçant ces missions est dévolue au directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du logement du Ministère de la Région wallonne.

Les décisions relatives aux investissements en équipement et matériel sont assurées par le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que les arrêtés royaux portant transfert nominatif des membres du personnel de la Société nationale terrienne et de la Société nationale du Logement à la Région wallonne.

**Art. 6.** Le Ministre-Président, chargé de la Fonction publique régionale, le Ministre ayant le Remembrement des Biens ruraux dans ses attributions et le Ministre ayant le Logement dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juillet 1990.

Le Ministre-Président régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature  
et des Zones industrielles pour la Région wallonne,  
E. HISMANS

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2848

**28. JULI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Übertragung von Befugnissen bezüglich des Personals, der Aufgaben, Güter, Rechte und Verpflichtungen, die aus der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und aus der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung zur Wallonischen Region transferiert werden**

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Aufhebung oder Umstrukturierung bestimmter gemeinnütziger Einrichtungen;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien, abgeändert durch das Dekret vom 15. Oktober 1986;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juli 1990 zur Festlegung des vorläufigen Stellenplans zur Aufnahme des transferierten Personals der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung zur Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juli 1990 zur Festlegung des vorläufigen Stellenplans zur Aufnahme des transferierten Personals der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft zur Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1990 über die Auflösung der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung und über die Übertragung ihrer Aufgaben, Güter, Rechte und Verpflichtungen auf die Wallonische Region, auf die Flämische Region und auf die Wohnungsbaugesellschaft der Region Brüssel-Hauptstadt;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1990 zur Transferierung Personalangehörigen der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung zur Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1990 über die Auflösung der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und über die Übertragung ihrer Aufgaben, Güter, Rechte und Verpflichtungen auf die Wallonische Region, auf die Flämische Region und auf die Wohnungsbaugesellschaft der Region Brüssel-Hauptstadt;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1990 zur Transferierung Personalangehörigen der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft zur Wallonischen Region;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 14. August 1985 zur Bestätigung der Statuten der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der Fortbestand der Aufgaben der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Wohnungsbauauf Förderung unverzüglich gewährleistet werden müssen;

In der Erwägung, dass die Führung des Personals, das in den in der Wallonischen Region eingesetzten vorläufigen Stellenplänen transferiert wird, so wie seine hierarchische Umrahmung und die Organisation seiner Tätigkeit unverzüglich gewährleistet werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit dem Regionalen Öffentlichen Dienst, des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flurbereinigung ländlicher Güter gehört, und des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1. § 1.** Unbeschadet der Artikel 2, 3 und 4 des vorliegenden Erlasses werden die aus der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft auf die Wallonische Region übertragenen Aufgaben, Rechte und Verpflichtungen und die aus der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung auf die Wallonische Region übertragenen Aufgaben, Rechte und Verpflichtungen bezüglich Tätigkeiten betreffends des Wohnungswesens durch die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien ausgeübt.

§ 2. Unbeschadet der Artikel 2, 3 und 4 des vorliegenden Erlasses werden die aus der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung auf die Wallonische Region übertragenen Aufgaben, Rechte und Verpflichtungen bezüglich Tätigkeiten betreffends der Flurbereinigung der ländlichen Güter durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region ausgeübt.

**Art. 2.** Die administrative Führung des Personals der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft und der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung, das auf den aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 geschaffenen vorläufigen Stellenplänen eingewiesen wird, wird vom Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region gemäss dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1988 in bezug auf Übertragungen in Sachen Personal gewährleistet.

**Art. 3.** Das aus der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft transferierte Personal wird auf der Ausübung der aus derselben Einrichtung hervorgehenden Aufgaben eingesetzt. Die hierarchische funktionelle Gewalt über das diese Aufgaben ausübenden Personal wird durch den Verwaltungsrat der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien und seinen Generaldirektor gemäss den Artikeln 21 bis 25 des Ministerialerlasses vom 14. August 1985 zur Bestätigung der Statuten der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien gewährleistet.

**Art. 4. § 1.** Die Aufgaben, die der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung eigen waren, bezüglich Tätigkeiten betreffends des Wohnungswesens werden durch das zur Wallonischen Region transferierte Personal der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauauf Förderung gewährleistet.

Die hierarchische funktionelle Gewalt über das diese Aufgaben ausübenden Personal wird durch den Verwaltungsrat der Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien gemäss den Artikeln 21 und 22 des Ministerialerlasses vom 14. August 1985 zur Bestätigung der Statuten der genannten Gesellschaft gewährleistet.

Für diese Aufgaben werden die dem Generaldirektor gemäss den Artikeln 23 bis 25 desselben Erlasses übertragenen Zuständigkeiten durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region ausgeübt.

§ 2. Die Aufgaben, die der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung eigen waren, bezüglich Tätigkeiten betreffs der Flurbereinigung der ländlichen Güter werden durch das zur Wallonischen Region transferierte Personal der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung gewährleistet.

Die hierarchische funktionelle Gewalt über das diese Aufgaben ausübenden Personal wird dem Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region zugeteilt.

Die Beschlüsse betreffend die Ausrüstungs- und Materialinvestitionen werden durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region gewährleistet.

Art. 5. Der vorliegende Erlass tritt am selben Tag wie die Königlichen Erlasse über die namentliche Transferierung der Personalangehörigen der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und der Nationalen Wohnungsbaugesellschaft zur Wallonischen Region in Kraft.

Art. 6. Der Minister-Vorsitzende, beauftragt mit dem Regionalen Öffentlichen Dienst, der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flurbereinigung der ländlichen Güter gehört und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört sind, jeder für das, das ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 18. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Beschäftigung,  
beauftragt mit der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

Der Minister der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, die Umwelt und das Wohnungswesen,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2848

28 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende delegatie van bevoegdheid op het personeel, de opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen overgedragen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van bepaalde instellingen van openbaar nut;

Gelet op het dedreet van 25 oktober 1984 tot oprichting van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, gewijzigd door het dedreet van 15 oktober 1986;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juli 1990 tot vaststelling van de voorlopige onthaalpersoneelsformatie van het personeel overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juli 1990 tot vaststelling van de voorlopige onthaalpersoneelsformatie van het personeel overgedragen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting aan het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1990 betreffende de ontbinding van de Nationale Landmaatschappij en de overdracht van haar opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen aan het Waalse Gewest, aan het Vlaamse Gewest en aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1990 tot overdracht van de personeelsleden van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1990 betreffende de ontbinding van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de overdracht van haar opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen aan het Waalse Gewest, aan het Vlaamse Gewest en aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1990 tot overdracht van de personeelsleden van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting aan het Waalse Gewest;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 augustus 1985 houdende bekrachtiging van de statuten van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij onverwijld moet worden verzekerd;

Overwegende dat het beheer van het personeel overgedragen in de in het Waalse Gewest opgerichte voorlopige personeelsformaties, alsmede de hiërarchische begeleiding ervan en de organisatie van zijn activiteit onverwijld moeten worden verzekerd;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met het Gewestelijk Openbaar Ambt, van de Minister tot wiens bevoegdheid de ruilverkaveling van landelijke goederen behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort,

Besluit :

**Artikel 1. § 1.** Onverminderd de artikelen 2, 3 en 4, van dit besluit worden de opdrachten, rechten en verplichtingen overgedragen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting aan het Waalse Gewest en de opdrachten, rechten en verplichtingen overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest en die betrekking hebben op de activiteiten betreffende de huisvesting, uitoefend door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting.

**§ 2.** Onverminderd de artikelen 2, 3 en 4, van dit besluit worden de opdrachten, rechten en verplichtingen overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest en die betrekking hebben op de activiteiten betreffende de ruilverkaveling van landelijke goederen, uitgeoefend door de directeur-generaal van de Algemene Directie van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en van Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** Het administratiebeheer van het personeel van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en van de Nationale Landmaatschappij opgenomen in de voorlopige personeelsformatie opgericht door de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 28 juli 1990, is waargenomen, overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 juli 1988 betreffende de delegaties van bevoegdheid inzake personeel, door de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 3.** Het personeel overgedragen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting is aangewezen om de opdrachten afkomstig van dezelfde instelling uit te oefenen. De functionele hiërarchische autoriteit op het personeel dat voor die opdrachten zorgt, is waargenomen, overeenkomstig de artikelen 21 tot 25 van het ministerieel besluit van 14 augustus 1985 houdende bekrachtiging van de statuten van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, door de raad van beheer van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting en door haar directeur-generaal.

**Art. 4. § 1.** De opdrachten die behoord tot de Nationale Landmaatschappij en die betrekking hebben op de activiteiten betreffende de huisvesting, zijn waargenomen door het personeel overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest.

De functionele hiërarchische autoriteit op het personeel belast met de uitoefening van die opdrachten is waargenomen, overeenkomstig de artikelen 21 en 22 van het ministerieel besluit van 14 augustus 1985 houdende bekrachtiging van de statuten van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, door de raad van beheer van die maatschappij.

Voor die opdrachten zijn de door de artikelen 23 tot 25 van hetzelfde besluit aan de directeur-generaal voorbehouden bevoegdheden uitgeoefend door de directeur-generaal van de Algemene Directie van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en van Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**§ 2.** De opdrachten die behoord tot de Nationale Landmaatschappij en die betrekking hebben op de activiteiten betreffende de ruilverkaveling van landelijke goederen, zijn waargenomen door het personeel overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan het Waalse Gewest.

De functionele hiërarchische autoriteit op het personeel belast met de uitoefening van die opdrachten is voorbehouden aan de directeur-generaal van de Algemene Directie van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en van Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De beslissingen met betrekking tot de investeringen inzake uitrustingen en materieel zijn waargenomen door de directeur-generaal van de Algemene Directie van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en van Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als de koninklijke besluiten tot nominatieve overdracht van de personeelsleden van de Nationale Landmaatschappij en van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting aan het Waalse Gewest.

**Art. 6.** De Minister-Voorzitter belast met het Gewestelijk Openbaar Ambt, de Minister tot wiens bevoegdheid de ruilverkaveling van landelijke goederen behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Tewerkstelling belast met Landinrichting,  
Natuurbehoud en Industriegebieden voor het Waalse Gewest,

E. HISMANS

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F 90 — 2849

18 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant délégation de pouvoirs sur le personnel, les missions, les biens, les droits et obligations transférés de la Société nationale terrienne à la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 69;